

→ **Doc 3. Compte-rendu de l'entretien entre le général de Gaulle et Dean Acheson, envoyé spécial du président Kennedy.**

*Documents diplomatiques français, 1962, 1er juillet-31 décembre, Tome 2, Paris, Imprimerie nationale, 1999, p. 315-318 (extraits)*

22 octobre, 17h.

Très secret.

M. Dean Acheson remet au général de Gaulle une lettre du président des Etats-Unis relative à Cuba. Il lui remet également le discours que le président Kennedy doit prononcer le même soir.

Il est évident que dès l'installation du blocus, la situation deviendra très tendue.

Les Russes ne manqueront pas de déclencher une propagande massive surtout auprès des neutres — Africains ou Asiatiques — afin de pousser les opinions publiques à agir sur leurs gouvernements pour les amener à exercer des pressions sur les Etats-Unis.

D'autre part, M. Stevenson [représentant américain aux Nations Unies] va saisir le conseil de sécurité. M. Acheson ne cache pas qu'à son avis, il s'agit d'une démarche « prophylactique » dont l'unique résultat pourrait être d'empêcher les Russes de prendre l'initiative.

\*\*\*

Le général de Gaulle a lu avec attention la lettre du président Kennedy ; il a écouté avec la même attention ce que lui a dit M. Acheson. Il apparaît que, pour la première fois, les Etats-Unis sont directement menacés puisque les missiles qu'on a repérés ne peuvent avoir d'autre objectif que les Etats-Unis. Le président Kennedy veut réagir dès maintenant. La France ne peut y faire d'objection, car il est normal qu'un pays se défende, même à titre préventif, s'il est menacé et qu'il a les moyens de se défendre.

Quant au Conseil de sécurité, le Général n'y voit guère de valeur pratique car il y aura des débats, des discussions, mais rien d'autre. Le seul fait positif demeure donc le blocus. S'il y a blocus, les Soviétiques vont réagir, peut-être sur place, plus probablement ailleurs et en particulier à Berlin.

Pour ce qui est de la France, elle agira de concert avec ses partenaires, surtout s'il y a la guerre.

Le général de Gaulle apprécie le message de M. Kennedy, bien qu'il s'agisse d'une notification et non d'une consultation puisque la décision est déjà prise. Il lui paraît essentiel de maintenir un contact étroit à Washington.